



BILAN
2017/2021

Sabine Thillaye

Présidente de la Commission des Affaires européennes de l'Assemblée Nationale

Membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées

Députée d'Indre-et-Loire

engagée
à vos côtés



engagée

20
CAPITALES
EUROPÉENNES
VISITÉES

618
DÉPLACEMENTS TERRAIN
en Touraine

424
HEURES À PRÉSIDER
la commission
des Affaires européennes

2 842
AMENDEMENTS
co-signés dont
822 adoptés

2 833
SOLLICITATIONS
en circonscription

1 346
ARTICLES
publiés

5
RAPPORTS D'INFORMATION
AU NOM DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES EUROPÉENNES
DONT 2 RÉOLUTIONS EUROPÉENNES
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

à vos côtés



Sabine Thillaye,
Députée d'Indre-et-Loire,
Présidente de la commission
des Affaires européennes,
Abel Pirès, son suppléant
et son équipe parlementaire
vous présentent le bilan
de mandat 2017-2021.

“ Fiers de ce que
nous avons fait,
conscients de ce
qu'il reste à faire. ”

*Madame, monsieur,
En 2017, j'ai souhaité m'engager pour vous représenter.
Il est parfois utile de bien comprendre d'où l'on vient pour savoir
où l'on veut aller. Je vous propose donc de faire un point d'étape.*

*De la présidence de la commission des Affaires européennes
à la commission de la Défense nationale et des Forces armées,
de l'Assemblée nationale à la 5e circonscription d'Indre-et-Loire,
mes engagements s'inscrivent dans le mandat présidentiel
d'Emmanuel Macron.*

Engagée pour une Europe plus solidaire, plus fraternelle,
capable de mieux se comprendre avec la création
d'une assemblée franco-allemande.

Engagée pour l'entreprise, la valeur travail et l'entrepreneuriat.

Engagée pour la sauvegarde de l'environnement pour garantir
un avenir digne aux générations futures.

*Je suis fière de partager avec vous ces objectifs exigeants,
passionnants, au service de notre territoire, notre pays et de l'Europe.*

*Je vous invite à prendre le temps de retourner dans notre passé
commun pour mesurer le chemin parcouru depuis 5 ans.*

Bien à vous.

engagée pour

l'Europe



Création de l'Assemblée Franco-Allemande



Conférence sur l'avenir de l'Europe

Une union **plus solidaire**

Cette ambition sera le moteur de la prochaine **présidence française de l'Union européenne du 1er janvier au 30 juin 2022** qui devra perpétuer le mouvement de refondation de l'Europe initié voilà plus de quatre ans.

750
MILLIARDS D'€
D'EMPRUNT
COMMUN

Le 26 septembre 2017, **Emmanuel Macron** prononçait un discours à la Sorbonne, formulant le vœu d'une **Europe souveraine, unie et démocratique**, capable de réveiller le désir d'Europe dans l'esprit de nos concitoyens.

Le souhait affiché de faire de l'Union européenne le premier continent neutre en carbone au travers du **Pacte vert pour l'Europe**, la préservation des droits des européens au travers d'un «bouclier social» protecteur, une plus forte participation des citoyens européens à la définition des priorités de la Commission européenne ou encore l'émergence d'une culture stratégique de défense commune.

Il marquait ainsi la volonté française de remettre l'Europe en marche autour de projets fédérateurs, de lui donner un nouveau souffle.

Cette ambition sera le moteur de la prochaine **présidence française de l'Union européenne** du 1er janvier au 30 juin 2022 qui devra perpétuer le mouvement de refondation de l'Europe initié voilà plus de quatre ans.

LA RELANCE, ENSEMBLE !

Dès mai 2020, pour faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie, Emmanuel Macron et Angela Merkel, ont proposé **une solution nouvelle et sous le signe de la solidarité** : emprunter à 27 sur les marchés financiers et mutualiser les coûts de la reconstruction. J'ai soutenu cette proposition dans le cadre de l'Assemblée parlementaire franco-allemande, afin que nos deux pays avancent de concert.

En juillet, sur la base d'une proposition de la Commission européenne, et après quatre jours de débats durant lesquels la France et l'Allemagne ont affiché un front commun infaillible et uni, le Conseil européen s'est mis d'accord sur la plan de relance « **Next génération EU** » doté de 750 milliards d'euros dont 390 seront distribués en subventions directes. Ce plan de relance sera remboursé grâce à la création de nouvelles taxes sur les déchets plastiques non recyclés, un mécanisme de compensation carbone aux frontières. Le plan européen finance des programmes nationaux dans chacun des États-membres qui doivent consacrer au moins 37% de leur budget à des mesures en faveur du climat et au moins 20% à la transformation numérique. La France recevra ces prochaines années des versements d'un montant total de 40 milliards d'euros destinés à financer son plan de relance national baptisé "France Relance" doté de 100 milliards d'euros consacrant respectivement 50 % et 25 % du plan de transition environnementale et numérique.»

L'AVENIR, ENSEMBLE !

Sur proposition française, une **Conférence sur l'avenir de l'Europe** a été lancée, composée de débats et de discussions menés par des citoyens, afin de partager des idées et réfléchir à un avenir commun. Il s'agit d'un exercice démocratique nouveau à l'échelle de toute l'Europe. Je siége au sein de son comité exécutif depuis le 1er juillet 2020 pour représenter les parlements nationaux. Dans la dynamique d'appropriation du projet européen par ses citoyens, j'ai rédigé un rapport sur la place des sujets européens dans les médias audiovisuels français. À l'heure où la défiance vis-à-vis de l'Europe reste importante chez nos concitoyens, il me semble important de rappeler que l'Union européenne nous concerne tous. J'ai donc entamé un travail de recherche pour comprendre les raisons de ce manque de prise en compte. Le constat est sans appel : l'Union européenne a toute sa légitimité pour s'inviter dans nos médias, mais il faut pouvoir vous donner la matière nécessaire.

engagée pour

l'Europe

2050
FIN DES EMISSIONS
DES GAZ A EFFET
DE SERRE

ENVIRONNEMENT

- Fin 2019, l'Union européenne a lancé le plus grand plan de transition écologique à l'échelle d'un continent, le Pacte vert européen dont l'objectif est la fin des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2050.
- Mise en place d'une Banque européenne du climat via la Banque européenne d'investissement : en 2020, la BEI a financé 24 milliards d'euros dans la lutte contre le réchauffement climatique.
- Fin du financement de projets dans le secteur des énergies fossiles dès 2021.

JEUNESSE

Réforme d'Erasmus pour l'ouvrir à tous les jeunes (écoliers du primaire, enseignants de maternelle, encadrants d'équipes ou de clubs sportifs, adultes en réinsertion, apprentis pour des mobilités longues). Erasmus +, c'est un budget doublé de 28 milliards d'euros pour la période 2021-2027 contre 14,7 milliards d'euros pour la période précédente. Objectif de 24 nouvelles universités européennes (en plus des 17 déjà existantes) afin de créer de nouveaux partenariats, de favoriser la mobilité étudiante, la numérisation, la recherche et l'innovation. 20 universités françaises ont déposé leur candidature. **Le Fonds social européen + (FSE+)**, qui s'élèvera à presque 90 milliards sur la période 2021-2027.

24
NOUVELLES
UNIVERSITÉS
EUROPÉENNES
ERASMUS+

Parler d'Europe sur le terrain



Tours nord - quartier de l'Europe



Communauté de communes Gâtine et Choisilles - Pays de Racan



Consultation citoyenne sur l'Europe Touraine Ouest Val de Loire.



Chouzé sur Loire



A l'université de Tours



«Pour le souvenir de Maillé»

L'EUROPE DE LA DÉFENSE

Lancement du Fonds européen de défense, projet mené de longue date par la France. Doté d'une enveloppe de 7,9 milliards d'euros pour la période budgétaire 2021-2027. Lancement de l'« **Initiative européenne d'intervention** » en vue de bâtir une culture stratégique de défense commune entre ses membres.

Lutte contre la propagande terroriste en ligne : la Commission européenne peut obliger les plateformes numériques à retirer des contenus dans l'heure.

Renforcement des moyens de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes - Frontex qui est désormais dotée d'un corps permanent de 10 000 agents.

L'industrie européenne de Défense, c'est un chiffre d'affaires d'environ 100 milliards d'euros par an et environ 1,4 million d'emplois directs et indirects, suite à la crise, j'ai donc porté une résolution européenne sur la relance dans le secteur de la Défense.

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

L'Europe ce n'est pas Bruxelles : il y a ce qui est décidé au niveau européen, ce qui transite au niveau national, et ce qui se concrétise sur le terrain. Or, par leur position au plus près des citoyens et des élus locaux, les parlementaires nationaux sont les mieux placés pour juger de l'efficacité de l'action européenne et, de ce fait, être des courroies de transmission. Durant tout mon mandat, je me suis appliquée à fortifier la diplomatie interparlementaire et à lier les différents niveaux d'action, afin que nos travaux respectifs soient menés en synergie pour en décupler l'efficacité. Mon **rapport sur le rôle des parlements nationaux dans le processus décisionnel européen** constitue la pierre angulaire de ce travail diplomatique.

2021
CRÉATION DU
FOND EUROPÉEN
DE LA DÉFENSE

Développer les territoires

FEDER : 9 milliards d'euros ont été fléchés pour la France. Le FEDER est la deuxième dépense européenne après la PAC. Il favorise le développement économique et social des territoires (surtout les Outre-mer pour lesquels les fonds ont été augmentés).

9
MILLIARDS D'€
POUR LA FRANCE
DONT 57M€ POUR LE 37

Fonds pour une transition juste : 1,04 milliard d'euros a été fléché pour la France. Ce fonds vient financer la politique européenne en faveur du climat en soutenant directement les régions.

INTERREG : 1,09 milliard d'euros a été fléché pour la France. Il subventionne des projets de coopérations transfrontalières impliquant des acteurs d'au moins deux États.

Honorer la mémoire

engagée pour

90%
DES PROMESSES
DE 2017
TENUES
D'ICI 2022

Mieux apprendre, être mieux payés, mieux consommer, mieux se loger, mieux se soigner : ces avancées qui améliorent notre quotidien, c'est ce sur quoi nous nous sommes engagés en 2017.

90% de promesses ont été ou sont en train d'être tenues.



EMPLOI

Dès 2017, nous avons réformé pour que la France crée plus d'emplois : réforme du code du travail, politique d'attractivité renforcée, réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Malgré la crise, le marché du travail français résiste : **le chômage a retrouvé son niveau d'avant crise (8%)**.

Nous avons redonné à l'industrie sa place de fleuron français : pour la première fois depuis 15 ans, la France crée plus d'emplois industriels qu'elle n'en perd.

13
MILLIONS D'EMPLOIS
SAUVEGARDES
EN FRANCE

"Quoi qu'il en coûte"

Durant la crise sanitaire, afin d'éviter la catastrophe économique en plus de la catastrophe sanitaire, nous avons mis en œuvre un plan de défense économique de **80 milliards d'euros d'aides directes** aux entreprises afin de préserver le pouvoir d'achat des salariés et de leur permettre un retour rapide à un niveau d'activité soutenu.

Une stratégie gagnante : le chômage partiel a sauvé les emplois de 13 millions de français, les aides ont maintenu à flot les entreprises, empêché des faillites massives et protégé les plus précaires (150 euros pour 1 million de jeunes). Enfin, le plan de relance de 100 milliards d'euros permet à la France d'avoir l'une des meilleures reprises économiques européennes. La croissance est estimée à 6% pour 2021.

notre pays

ENTREPRISES / ÉCONOMIE

Loi PACTE pour la croissance et la transformation des entreprises

Elle facilite la création, la transmission, l'agrandissement, le financement et le rebond des entreprises. En outre, grâce à l'Assemblée parlementaire franco-allemande, j'ai pu porter un projet d'harmonisation du droit des affaires et des faillites entre la France et l'Allemagne, afin de faciliter la vie de toutes nos entreprises

Une fiscalité plus avantageuse et plus juste

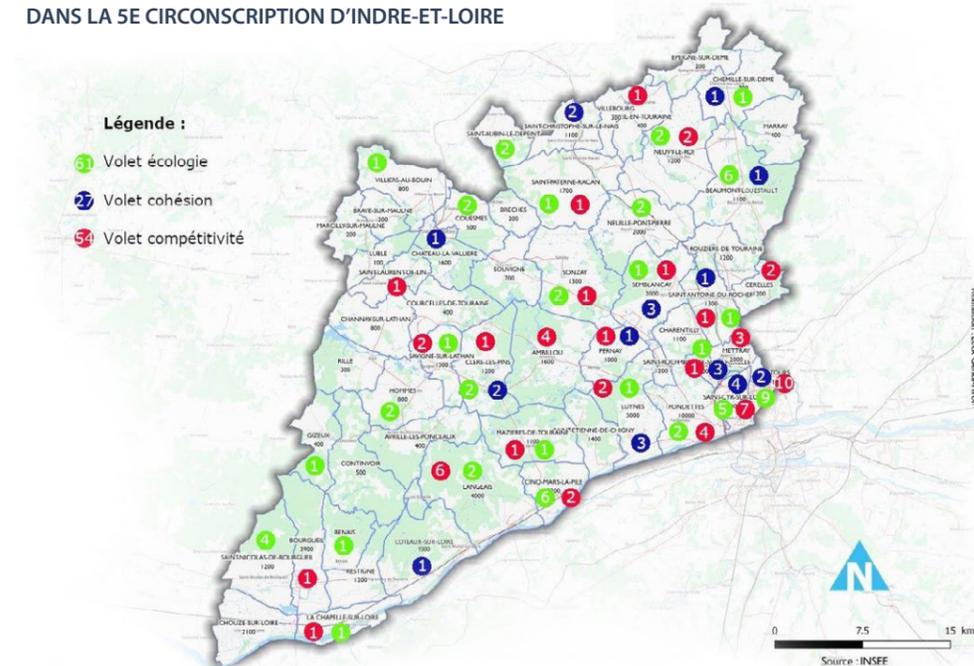
- Baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production sur les entreprises et baisse de l'impôt sur les sociétés de 33 à 25%.
- Accord mondial sur une taxation des géants du numérique et des multinationales ainsi que sur un impôt mondial des sociétés avec une taxation minimum sur les sociétés d'au moins 15%.
- Transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en un allègement pérenne de charges.

Lancement du Plan France relance

- Mise en place d'un fonds de 3 milliards d'euros pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises en difficulté leur permettant un retour à l'activité normale.
- Pour les PME/ETI : création d'un label « relance » et de prêts participatifs pour soutenir leurs fonds propres et soutien financier dans leurs démarches de prospection à l'export.
- Instauration d'un crédit d'impôt pour les investissements de rénovation des bâtiments des TPE-PME du secteur tertiaire.



PROJETS FINANCÉS PAR LE CADRE DU PLAN DE RELANCE DANS LA 5E CIRCONSCRIPTION D'INDRE-ET-LOIRE



engagée pour

notre territoire



TAXE D'HABITATION
- 346 €
EN MOYENNE
PAR FOYER
EN INDRE ET LOIRE

IMPÔTS

- Depuis 2017, baisse de l'impôt sur le revenu, suppression de la taxe d'habitation et allègement des impôts sur le travail. Sur le quinquennat, c'est 24 milliards par an en + pour les Français.
- Nous avons eu le courage de passer au **prélèvement à la source**. Longtemps repoussé, il facilite la vie de tous les français au quotidien !

SERVICES PUBLICS DANS LES TERRITOIRES

La fracture numérique recule :

- 96% du territoire a déjà accès à la 4G.
- 80% du territoire sera couvert par la fibre en 2022

La fibre en Indre-et-Loire : une prouesse technique malgré tout !

- Un réseau départemental à construire de A à Z (320.000 demandes)
- 100% des habitants raccordés
- Les prestataires sont en « ordre de marche » pour finir fin 2023 (un exploit! sachant que l'engagement de l'État pour une couverture complète des territoires est à fin 2025)
- Le coût du raccordement est identique pour tous (en zone rurale comme en zone urbaine)

Des services publics disponibles partout et des administrations plus accessibles.

- 2 000 Maisons France Services ont été créées sur tout le territoire et, pour se soigner près de chez soi. En Nord Ouest Touraine, 5 maisons France Services ont ouvert à Bourgueil, Château-la-Vallière, Langeais, Neuillé-Pont-Pierre et Tours Nord. 1 889 maisons de santé ont été déployées (il y en avait seulement 600 en 2017).

MIEUX VIVRE LONGTEMPS

Nous vivons plus vieux et en meilleure santé.

Nous vivons plus vieux et en meilleure santé. Pour que "grand âge" ne rime pas avec "précarité", nous avons augmenté de 100 euros par mois le minimum vieillesse et nous sommes engagés à fixer une retraite minimum à 1 000 euros par mois. Pour que chacun puisse choisir où terminer sa vie, nous facilitons le maintien à domicile. Nous reconnaissons enfin l'engagement des proches aidants comme un travail à plein temps et leur permettons d'accéder à 3 mois de congés payés.

+100€
POUR LE MINIMUM
VIEILLESSE

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Il a fallu attendre 2017 pour que l'égalité femmes-hommes soit au cœur des priorités politiques. L'égalité progresse au travail grâce à la création de l'index de l'égalité professionnelle, et en politique où 1/3 des députés sont des femmes.

SANTÉ

Après une large consultation, les accords du Ségur ont permis de construire une vraie stratégie pour l'hôpital public de demain : un hôpital rénové et innovant grâce à 19 milliards d'euros, un hôpital doté de vrais moyens humains grâce à 15 000 recrutements et des revalorisations historiques : + 180 euros par mois pour 1,5 million de soignants.

+180€
PAR MOIS
POUR 1,5 MILLIONS
DE SOIGNANTS

Ségur de la Santé En circonscription, le centre hospitalier de Luynes bénéficiera de plus d'1 million d'euros d'investissement grâce au Ségur de la Santé. L'EHPAD Le Clos Mignot sera aussi rénové pour accueillir 224 personnes au sein de l'établissement.

3,088 M€
POUR LE NORD-OUEST
TOURAIN



Joël Giraud
Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la Ruralité



Consultation sur le grand âge et l'autonomie

engagée pour

notre territoire

JEUNESSE

1 jeune / 1 solution

Le niveau d'embauche des jeunes s'est maintenu malgré la crise (1,8 million), 800 000 jeunes sont entrés dans un parcours d'insertion et 500 000 contrats d'apprentissage ont été signés en 2020, un record.

+165%
DE GARANTIE JEUNES
SUR LA MISSION
LOCALE DE TOURS

Des mesures pour le quotidien

- **Suppression de la sécurité sociale étudiante** : tous les étudiants ont été automatiquement rattachés à une Caisse primaire d'assurance maladie > simplification et gain de pouvoir d'achat (en moyenne 200 euros).
- Hausse de 90 euros par mois de la **prime d'activité pour les jeunes** touchant entre le SMIC et 1 560 euros nets.
- Mise en œuvre de la **caution gratuite VISALE** pour louer un logement sans l'apport des parents.
- Dans les quartiers prioritaires création des **cordées de la réussite** qui ont accompagné 36 000 jeunes.
- Financement du **permis de conduire** : les apprentis majeurs peuvent bénéficier d'une aide d'État de 500 euros. Les jeunes de 15 à 25 ans peuvent lisser le coût de la formation à raison d'un euro par jour.
- Création du **Service national universel (SNU)** qui permet aux jeunes entre 15 et 17 ans de s'engager dans des séjours de cohésion ou des missions d'intérêt général.
- + 300 euros de culture pour tous les jeunes de 18 ans avec le **pass Culture**. Il atteindra 500 euros en 2022.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Après la rencontre "Objectif zéro plastique", j'ai fait adopter un **amendement dans la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** pour lancer une démarche de standardisation des emballages réemployables : un gain environnemental maximal via la massification des flux logistiques.



- Nous avons contribué à faire de l'Europe un continent pionnier : 100 milliards d'investissements chaque année pendant 10 ans, 0 émission de gaz à effet de serre en Europe d'ici 2050. En 5 ans, ce sera plus de 54 lois pour financer la transition écologique, diminuer nos pesticides, réduire nos déchets et protéger la biodiversité.
- En associant + les citoyens avec la **Convention citoyenne pour le climat**, en faisant de la transition écologique une réalité au quotidien avec + d'aides pour changer de véhicule (bonus écologique et de la prime à la conversion) ou pour rénover son habitation (MaPrimeRénov) et en investissant massivement avec le plan de relance (+ 30 milliards d'euros).

OBJECTIF

0%

DE GAZ À EFFET DE SERRE
EN 2050



engagée pour

notre territoire

AGRICULTURE

Grâce à l'adoption de nombreuses mesures et des moyens financiers importants (1,2 milliard d'euros dans le plan de relance), nous avons voulu faire de l'agriculture un «métier» attirant, rémunérateur et résolument tourné vers l'avenir.

- Obligation de 50% de produits durables et de qualité dans les cantines privées et publiques, dont au moins 20% de produits biologiques, à compter du 1er janvier 2022.
- Mise en place de projets alimentaires territoriaux (PAT) de 80 millions d'euros pour soutenir la création de circuits courts.
- Instauration d'un menu végétarien par semaine dans les cantines scolaires, celles de l'État, des collectivités et des établissements publics (dont prisons et universités).
- Plateforme «frais et local» qui propose plus de 12 000 exploitations en vente directe comme à la boutique "**Mangez Touraine**", née en avril 2020 sous l'impulsion de la Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire, elle facilite l'accès à des produits locaux et de saison en direct des producteurs du département. De la ferme à l'assiette, il n'y a qu'un pas !
- Transition écologique : grâce au soutien à la filière biologique : augmentation de 36% des soutiens dédiés à l'agriculture biologique dès 2022, soit 340 millions d'euros en moyenne au total par an.
- Reconstitution des haies bocagères pour favoriser la biodiversité, lutter contre l'érosion des sols, améliorer la qualité et l'infiltration de l'eau. Objectif : planter 7 000 km de haies d'ici fin 2022.
- Je me suis aussi fortement engagée, permettant ainsi d'adopter un texte commun entre le Sénat et l'Assemblée nationale, pour que nous maintenions le budget de **la PAC**, condition indispensable à une agriculture européenne ambitieuse, alors que la Commission européenne proposait une baisse de 15% de ce budget.

50%
DE PRODUITS DURABLES
DANS NOS CANTINES
DÉBUT 2022



ARTISANS ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

Alors que la crise a particulièrement touché les secteurs du commerce et de l'artisanat, nous avons souhaité, avec la majorité, assurer le rebond économique des commerçants et des artisans tout en participant à la re-dynamisation de nos territoires et des centres-villes dont ils dépendent.

- Lancement du plan France relance : **lutter contre la disparition des commerces dans les centres des villes moyennes**. Objectif de 100 sociétés foncières créées pour qu'elles rachètent 6 000 locaux commerciaux vides, les rénovent et les commercialisent avant 2025. 55 foncières sont déjà opérationnelles.
- Le programme «**Action cœur de ville**» doit permettre de revitaliser 222 villes moyennes dans tout le territoire métropolitain.
- Le programme "**petites villes de demain**" doit permettre de redynamiser plus de 1 600 communes de moins de 20 000 habitants surtout le territoire. Dans le Nord-Ouest Touraine, 4 communes bénéficient de ce "coup de pouce" et lanceront prochainement leurs projets de redynamisation : Bourgueil, Langeais, Château-la-Vallière et Neuillé-Pont-Pierre.
- La plateforme **francenum.gouv.fr** vise à accompagner 150 000 TPE/PME du commerce et de l'artisanat d'ici 2022 : ouverture d'une boutique en ligne ou la mise en place d'un logiciel de gestion des stocks.

5
PETITES VILLES
DE DEMAIN
SUR LA CIRCONSCRIPTION



FRANCE NUM

engagée pour les générations futures

EDUCATION

S'attaquer aux inégalités dès le plus jeune âge, offrir aux enfants un apprentissage de qualité, prendre en compte le travail de l'élève tout au long de l'année, reconnaître l'ensemble des professeurs et des personnels avec une priorité aux débuts et milieux de carrière, telles ont été les actions de la majorité pour orienter notre système éducatif vers plus de justice tout en améliorant le niveau général et offrir à tous les élèves des conditions d'apprentissage optimales

- Instruction obligatoire à 3 ans.
- Suivi personnalisé des élèves grâce au **dédoulement de toutes les classes de CP et de CE1** dans les zones prioritaires en REP et REP+ et la moitié des grandes sections.
- Rétablissement des **classes bilangues** et européennes au collège.
- Interdiction de l'utilisation des téléphones portables dans l'enceinte des écoles et des collèges.
- **Réforme du baccalauréat** : mise en place du contrôle continu, suppression des filières dans la voie générale et mise en place de l'épreuve du Grand oral.
- **Réforme du lycée professionnel** : le CAP peut désormais être préparé en un, deux ou trois ans, création de près de 140 classes passerelles pour favoriser la réussite des élèves en lycées professionnels et technologiques.
- Mise en place de **Parcoursup**, plateforme nationale de préinscription en première année de l'enseignement supérieur en France. 10 000 lycéens boursiers supplémentaires ont ainsi pu intégrer l'enseignement supérieur.

EN INDRE-ET-LOIRE
67%
DES CLASSES GS/CP/CE1
ONT UN EFFECTIF
DE 24 ÉLÈVES
OU MOINS
+14% par rapport à 2019.

- **Majoration de l'allocation scolaire** 2020 de 100 euros par enfant afin d'aider les familles à faire face aux dépenses de la rentrée scolaire 2020 durant période de crise sanitaire.
- Mise en place des **petits-déjeuners gratuits** à l'école ainsi que la cantine à 1 euro pour les étudiants boursiers et en situation de précarité.
- **Une école plus inclusive** : 400 000 élèves handicapés scolarisés à la rentrée 2021 (100 000 de plus par rapport à 2017),
- Création du dispositif gratuit **«devoirs faits»** : des professeurs, étudiants et assistants d'éducation aident les collégiens volontaires à faire leurs devoirs. 30% des collégiens en bénéficient actuellement.
- Création de **307 internats d'excellence** avec une attribution d'une prime à l'internat trimestrielle pour les enfants boursiers de 300 euros minimum.
- Création des **«cordées de la réussite»** : accompagnement des élèves depuis la 4ème jusqu'à la terminale en éducation prioritaire/QPV ou en zone rurale et aux lycéens des filières technologiques et professionnelles.
- Extension du **Pass Culture** (bons d'achats de 300 euros sur 24 mois) à partir de la 4ème.

EN INDRE-ET-LOIRE

34%
DES COLLÉGIENS
BÉNÉFICIENT DU
PROGRAMME
"DEVOIRS FAITS".

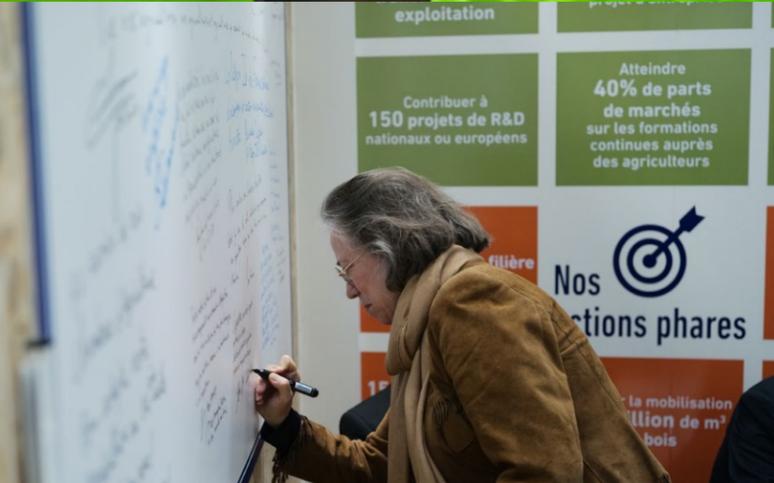
73
UNITÉS LOCALES
D'INCLUSION SCOLAIRES
+11% par rapport à 2019



HANDICAP

Nous avons placé la solidarité et l'épanouissement de chacun comme fil conducteur de notre action pour inclure davantage les personnes handicapées, à l'aide de moyens financiers importants : 52 milliards d'euros alloués depuis 2017.





A85 : Feu vert pour les **demi-échangeurs** de Restigné et Langeais Nord

Véritable serpent de mer depuis plus de 15 ans, ce dossier est fondamental pour les habitants du Nord-Ouest de la Touraine. En effet, la réalisation de ces deux demi-échangeurs permettra ainsi de fluidifier la circulation, désengorger la Ville de Langeais des poids lourds, d'accroître l'attractivité du territoire, et de rapprocher ces communes de la Métropole tourangelle.

" Il s'agit d'un travail de co-construction, dans lequel les compétences de chacun ont été mises à contribution. Un dossier sur lequel je me suis grandement investie dès mon élection en 2017 en interpellant le Ministère de la Transition écologique et solidaire, chargé des Transports. Les citoyens ont été entendus ! "



" Fiers de ce que nous avons fait, conscients de ce qu'il reste à faire. "

Sabine Thillaye

Présidente de la Commission des Affaires européennes de l'Assemblée Nationale
Membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées
Députée d'Indre-et-Loire

Sabine Thillaye

BILAN 2017/2021

175 bis boulevard Charles de Gaulle
37540 Saint-Cyr-sur-Loire

sabine.thillaye@assemblee-nationale.fr
sabinethillaye.fr

